

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 26 NOVEMBRE 2020**

JP/VA

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – GROSPIERRES – DÉLAISSÉ ANCIENNE VOIE FERRÉE – CESSION AUX COMMUNES**

L'an deux mille vingt, le vingt-six du mois de novembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS		
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	x	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	x	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL		
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	x	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	x	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1<sup>er</sup> vice-président.

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER – GROSPIERRES – DÉLAISSE ANCIENNE  
VOIE FERRÉE – CESSION AUX COMMUNES**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).**

Par délibération du 10 septembre 2020, la commune de GROSPIERRES a manifesté son intérêt pour l'acquisition de délaissés de l'ancienne voie ferrée sur la commune de GROSPIERRES, quartier Marron. Il s'agit des parcelles A n°112 d'une superficie de 540 m<sup>2</sup> et A n°113 d'une superficie de 800 m<sup>2</sup>, destinées respectivement à l'implantation d'un dépôt de containers d'ordures ménagères d'une part et à la réalisation d'un parking public d'autre part.

Lors de leur mission d'arpentage de l'ancienne voie ferrée, les cabinets de géomètres ont proposé d'inscrire ces parcelles dans le domaine cessible du SEBA, ce qu'a validé le comité syndical par délibération du 3 juillet 2017. La délibération complémentaire du 4 avril 2018 indique que l'emprise foncière cessible, clairement identifiée, relève du domaine privé du SEBA dès lors qu'il aura été procédé préalablement à sa désaffectation et le cas échéant, à son déclassement.

Les services de France Domaine ont été consultés et ont émis un avis en date du 12 octobre 2020.

En conséquence, les parcelles A n°112 et 113 sont cessibles dans les conditions du catalogue droits et tarifs en vigueur pour un usage de service public, soit au prix de UN euro le mètre carré. Pour les parcelles A n°113, celle-ci est actuellement occupée par un utilisateur sans titre légal. La commune est appelée à gérer cette situation. La superficie totale de ces deux parcelles représente 1 340 m<sup>2</sup>, le prix de vente est donc de 1 340 € (mille-trois-cent-quarante euros).

Une canalisation d'eau potable est implantée sur la parcelle section A n° 113 ; le SEBA demandera donc au notaire de faire figurer dans l'acte de vente une servitude de passage de canalisation et ouvrage public, autorisant également l'accès à cet ouvrage par les services du SEBA.

Les frais d'actes notariés, de géomètres et les dépenses y afférentes seront supportés par l'acquéreur.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau syndical décide de :

- la **DÉSAFFECTATION** de la parcelle A n°112 d'une surface de 540 m<sup>2</sup> et de la parcelle A n°113 d'une superficie de 800 m<sup>2</sup>,
- la **CESSION** de la parcelle A n°112 d'une surface de 540 m<sup>2</sup> et de la parcelle A n°113 pour une superficie de 800 m<sup>2</sup> au profit de la commune de GROSPIERRES, soit une superficie totale de 1 340 m<sup>2</sup>, au prix de 1 340 € (mille trois cent quarante euros), soit un euro le mètre carré,
- **AUTORISER** le président à signer l'acte correspondant,
- **AUTORISER** le président à mener toutes les démarches nécessaires à la concrétisation de cette opération.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL